Condamnation de l'interdiction du Parti Progressiste Unifié en Corée du Sud

- Actualité politique internationale - Asie -

Date de mise en ligne : dimanche 25 janvier 2015

Description :

Depuis plusieurs années, sous la pression de son opinion, la Corée du Sud était peu à peu considérée comme une démocratie politique pluraliste, et laissait même espérer une réconciliation progressive avec sa voisine du Nord.

Mais depuis quelques mois, l'évolution conservatrice incarnée par la nouvelle présidente, Madame Park Geun-hye, se traduit par un retour aux pires méthodes de la dictature.

C'est ainsi que le Parti Progressiste Unifié (qui se bat pour la démocratie et la réunification), qui a recueilli aux dernières élections plus de 16 % des voix, a été interdit, et nombre de ses militants incarcérés [...]

Collectif Porex

Paris, le 11 janvier 2015

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Communiqué du Collectif Porex

Après 3 ans de guerre atroce, le peuple de Corée du Sud a subi durant une génération une dictature féroce, qui en avait fait l'avant-garde de la « guerre froide » anticommuniste en Asie, en emprisonnant ses opposants.

Depuis plusieurs années, sous la pression de son opinion, la Corée du Sud était peu à peu considérée comme une démocratie politique pluraliste, et laissait même espérer une réconciliation progressive avec sa voisine du Nord. Mais depuis quelques mois, l'évolution conservatrice incarnée par la nouvelle présidente, Madame Park Geun-hye, se traduit par un retour aux pires méthodes de la dictature.

C'est ainsi que le Parti Progressiste Unifié (qui se bat pour la démocratie et la réunification), qui a recueilli aux dernières élections plus de 16 % des voix, a été interdit, et nombre de ses militants incarcérés, et menacés de lourdes condamnations pour un complot imaginaire, sur la base de témoignages de complaisance.

Le gouvernement français, qui si souvent se pose en donneur de leçons de démocratie aux yeux du monde, devrait protester contre cette dérive autoritaire et exiger l'annulation de cette interdiction et la libération de tous les emprisonnés politiques.

Collectif Porex

Paris, le 11 janvier 2015